

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 26/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OXYANE

PEH 18 RUE DE FOS/MER
69007 Lyon

Références : UD-R-CRT-25-53
Code AIOT : 0006104828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement OXYANE implanté PEH 18 RUE DE FOS/MER 69007 Lyon. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite à la notification de la cessation d'activité datée du 12/11/2024, indiquant une mise à l'arrêt de l'installation classée au 31/12/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OXYANE
- PEH 18 RUE DE FOS/MER 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006104828
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

OXYANE exploite une installation de stockage de céréales de 50 680 m³ autorisée par l'arrêté préfectoral du 27 février 1991 modifié. Le site relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 (silos).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accès	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Electricité / incendie	Autre du 12/11/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Produits combustibles	Autre du 12/11/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des stocks	Autre du 12/11/2024, article 3	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	Sans objet
5	Gaz	Autre du 12/11/2024, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est engagé à remettre l'ATTES-SECUR au plus tard le 15/03/2025.

L'inspection considère actuellement que les conditions de sécurité du site ne permettent pas de supprimer l'ensemble des risques. L'exploitant devra, sous 15 jours :

- restreindre l'accès à son site ;
- mettre en conformité les installations électriques toujours présentes ;
- évacuer les matières combustibles.

L'exploitant devra également :

- évacuer les bennes de la société SLR, présentes sur son périmètre ICPE ;
- évacuer sa benne de déchets ;
- nettoyer son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Accès

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de nombreuses bennes, de compacteurs et d'une presse au Nord du site.</p> <p>L'exploitant explique que la société SLR (à l'est du site), utilise en partie le site d'Oxyane pour stocker ses bennes. Le portail du site reste donc systématiquement ouvert. Ainsi, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas la maîtrise de son accès.</p> <p>L'inspection constate qu'une partie des bennes est vide mais qu'une autre partie des bennes est couverte et donc que l'exploitant du site ne maîtrise pas ce qui est stocké au sein de son établissement.</p> <p>L'inspection constate une palette de batteries et de bouteilles de gaz dans l'une des bennes. Durant la séance, des camions de SLR entrent sur site. L'exploitant demande à évacuer la benne contenant les batteries et les bouteilles de gaz, ce qui est fait immédiatement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 1 :</p> <p>L'exploitant devra évacuer les bennes n'appartenant pas à Oxyane et assurer un accès restreint à son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Etat des stocks

<p>Référence réglementaire : Autre du 12/11/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Notification de cessation d'activité - Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Date de la mise à l'arrêt de l'installation : 31/12/2024</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que tous les silos ont été vidés et que les machines sont à l'arrêt.</p> <p>L'inspection s'est rendue au niveau des deux premières cellules de stockage du silo plat côté route et a constaté qu'elles étaient vides. L'inspection s'est rendue au 5ème étage, au niveau de deux trappes surplombant les silos verticaux et a constaté qu'ils étaient vides.</p> <p>L'inspection constate, au niveau de ces deux zones, qu'aucune machine n'est en fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Sur site, l'inspection a constaté à plusieurs endroits la présence de résidus de céréales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit poursuivre le nettoyage de l'ensemble de ces installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Electricité / incendie

Référence réglementaire : Autre du 12/11/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Notification de cessation d'activité - Electricité / incendie
Prescription contrôlée : Le contrôle et la surveillance des installations électriques sont maintenues au même titre que les installations de protection incendie.
Constats : Concernant les installations de défense incendie, l'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- l'accès et la présence d'une colonne sèche (par sondage) ;- la présence de RIA avec un dernier contrôle au 04/2024 (par sondage). L'exploit a transmis le compte-rendu Q18, du 09/04/2024, qui indique que la présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques était déjà signalée, et peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 2 : L'exploitant devra nettoyer ses installations électriques afin qu'elles ne puissent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Ce point devra être levé par un prestataire habilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Gaz

Référence réglementaire : Autre du 12/11/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Notification de cessation d'activité - Gaz
Prescription contrôlée : L'arrivée de gaz sera coupée.
Constats : L'exploitant a transmis la déclaration du dégazage, réalisé par la société SMES le 30/01/2025 qui indique "avoir réalisé le dégazage depuis l'aval du poste GRDF jusqu'à l'entrée des panoplies - brûleurs".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.
Constats : L'inspection constate la présence d'une benne avec des traces importantes de lixiviation ainsi qu'une odeur très forte. L'inspection constate qu'il s'agit d'une benne de céréales en putréfaction, non évacuée par Oxyane.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 3 : L'exploitant fera évacuer sa benne. Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Produits combustibles

Référence réglementaire : Autre du 12/11/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Notification de cessation d'activité - Produits combustibles
Prescription contrôlée : Concernant le risque d'incendie, l'arrêt d'activité et l'absence de matières combustibles

contribuent à la réduction significative du risque « ... ».
Constats : L'inspection constate la présence d'huiles sur rétention et d'une cuve de carburant, non évacuées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 4 : L'exploitant fera évacuer les stockages de matières combustibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours